SENAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1867-1868.

Premier Feuilleton de Pétitions.

M. D'OMALIUS D'HALLOY, 1^{er} Rapporteur.

N^o 1. — 1^o Le Conseil communal de Velm, province de Limbourg, demande que le traitement des secrétaires communaux soit fixé par une loi et rétribué par l'État, la province et la commune ;

2^o Les secrétaires communaux du royaume rappellent leurs pétitions antérieures réclamant une amélioration de position ;

3^o Des secrétaires communaux de l'arrondissement de Louvain demandent que la position des secrétaires communaux soit améliorée ;

4^o Même requête de plusieurs secrétaires communaux de l'arrondissement d'Alost, province de la Flandre orientale ;

5^o Même requête d'un grand nombre de secrétaires communaux de la province de Namur ;

6^o Même requête des secrétaires communaux du canton de Lessines, province de Hainaut ;

7^o Même requête des secrétaires communaux du canton de Flobecq, même province ;

8^o Même requête des secrétaires des communes de Warneton, Messines, Neuve-Église, Ploegsteert, Kemmel et Bas-Warneton, province de la Flandre occidentale ;

9^o Même requête du sieur Reynaert, secrétaire communal, à Haeltert, province de la Flandre orientale.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N^o 2. — Le Conseil communal de Thielt signale une erreur de délimitation dans la loi portant érection de la commune de Schuyffers-Kapelle.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N^o 3. — Le sieur Charles Dugauquier, domicilié à Soignies, se plaint de ce que la loi instituant une Caisse générale d'épargne et de retraite ne soit pas encore mise à exécution dans toutes ses parties.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N^o 4. — Les sieurs Pierard, demeurant à Chovaimont (province de Luxembourg), se plaignent itérativement d'un déni de justice du tribunal de Marche.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N^o 5. — Les sieurs Camille Van Haelen et J. Ten Voorden, demeurant à

Anvers, au nom de 52 autres pétitionnaires de la même ville, demandent l'abrogation du serment en justice, ou au moins la suppression de la partie religieuse de sa formule.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N° 6. — La veuve Lignon, domiciliée à Héron, demande que son fils Charles Lignon soit exempté du service de la milice.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N° 7. — Le Conseil provincial du Brabant demande la suppression des livrets d'ouvriers.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N° 8. — Le Conseil communal d'Enghien se plaint d'une décision de M. le Ministre de l'Intérieur qui rejette une réclamation dudit Conseil contre la nomination d'office d'une institutrice communale dans cette localité.

Conclusions du rapport. — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 9. — Le sieur J.-J. Masquelin, électeur de l'arrondissement de Bruxelles, présente des observations sur le système électoral établi en Belgique, et demande qu'il soit modifié.

Conclusions du rapport. — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 10. — Plusieurs habitants de Mariembourg réclament le suffrage universel à tous les degrés.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N° 11. — Cinq habitants de Rochefort se plaignent de la mauvaise gestion d'une fondation de bourses d'études.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur avec demande d'explications.

N° 12. — Le sieur Taelmann, domicilié à Gand, réclame une loi interprétative de celle du 1^{er} décembre 1849, sur la question de savoir si le droit de débit des boissons alcooliques peut être compris dans le cens électoral.

Conclusions du rapport. — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 13. — 1^o Explications transmises par M. le Ministre des Finances sur le Mémoire adressé par les Députations permanentes des Conseils provinciaux d'Anvers, de la Flandre Occidentale, de la Flandre Orientale, du Hainaut, du Limbourg et de Namur, demandant l'abolition complète du droit de barrière;

2^o Explications transmises par M. le Ministre de l'Intérieur sur le même Mémoire.

Conclusions du rapport. — Dépôt au bureau des renseignements.

M. HOUTART, 2^e Rapporteur.

N° 14. — Le Conseil communal de la ville de Beaumont demande la prompte exécution du chemin de fer de Frameries à Chimay, avec embranchement de Beaumont à Thuin.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 15. — Le Conseil communal de Gand réclame une loi apportant certaines restrictions au travail des enfants dans les manufactures.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 16. — Plusieurs décorés de la croix de fer, domiciliés à Liège, demandent une augmentation de pension.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

M. le BARON DE LABBEVILLE, 3^e Rapporteur.

N^o 17. — Le sieur Henri Baudoux demande une pension pour son père François Baudoux, ancien postillon, à Namur.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N^o 18. — Le Conseil communal de Genck, province de Limbourg, demande que la Législature alloue un crédit annuel de 180,000 à 200,000 francs, pour faciliter l'exécution du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

M. T'KINT DE ROODENBEKE DE NAEYER, 4^e Rapporteur.

N^o 19. — Plusieurs habitants du canton de Fauvillers demandent l'établissement, dans ce chef-lieu, d'un bureau de poste et d'un bureau d'enregistrement.

Conclusions du rapport. — Renvoi à MM. les Ministres des Travaux Publics et des Finances.

N^o 20. — Un très-grand nombre de pilotes, négociants, marchands et industriels de Tournay se plaignent des travaux exécutés en ce moment, à l'Escaut, sur le territoire de Kain, et demandent le maintien de l'écluse intérieure qui existe à Tournay.

Conclusions du rapport — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N^o 21. — 1^o L'Administration communale de Tervueren, province de Brabant, appuie la demande de concession réclamée par M. Auguste Licot, de Nisme, pour un chemin de fer de Bruxelles à Corbeek-Dyle par Tervueren ;

2^o Même requête de l'administration communale d'Heverlé, province de Brabant ;

3^o Même requête de l'administration communale de Corbeek-Dyle, même province.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N^o 22. — Le Conseil communal de Bastogne demande que la concession accordée à MM. Forcade et consorts, de diverses lignes de chemins de fer connues sous le nom de réseau franco-belge-prussien, soit modifiée et restreinte, et qu'un minimum d'intérêts soit garanti à la compagnie concessionnaire.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N^o 23. — 1^o Le Conseil communal de Mabompré, province de Luxembourg, demande que le Gouvernement assure un minimum d'intérêt à la Société Forcade, pour la construction du réseau de chemins de fer franco-belge-prussien dont elle est concessionnaire ;

2^o Même requête du Conseil communal de Cherain, province de Luxembourg ;

3^o Même requête du Conseil communal de Beho, même province ;

4^o Même requête du Conseil communal de Hompré, même province ;

5^o Même requête du Conseil communal de Grand-Halleux, même province ;

6^o Même requête du Conseil communal de Bovigny, même province ;

7^o Même requête du Conseil communal d'Houffalize, même province ;

8^o Même requête du Conseil communal de Hollange, même province ;

9^o Même requête du Conseil communal de Buret, même province ;

10^o Même requête du Conseil communal de Mont, même province ;

11^o Même requête du Conseil communal de Sibret, même province ;

- 12° Même requête du Conseil communal de Morhet, même province ;
- 13° Même requête du Conseil communal de Longchamps, même province ;
- 14° Même requête du Conseil communal de Monblehan, même province ;
- 15° Même requête du Conseil communal de Wardin, même province ;
- 16° Même requête du Conseil communal de Bihain, même province ;
- 17° Même requête du Conseil communal de Flamierge, même province ;
- 18° Même requête du Conseil communal de Tailles, même province ;
- 19° Même requête du Conseil communal de Nives, même province ;
- 20° Même requête du Conseil communal de Fauvillers, même province ;
- 21° Même requête du Conseil communal de Villers-la-Bonne-Eau, même province ;
- 22° Même requête du Conseil communal de Wibrin, même province ;
- 23° Même requête du Conseil communal de Longvilly, même province ;
- 24° Même requête du Conseil communal de Bertogne, même province ;
- 25° Même requête du Conseil communal d'Arbre-Fontaine, même province ;

26° Même requête du Conseil communal d'Amberloup, même province.

Conclusions du rapport. — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 24. — 1° Le Conseil communal de Hompré (province de Luxembourg) demande que la Compagnie du Luxembourg soit contrainte d'exécuter, sans délai, l'embranchement du chemin de fer qui doit relier Bastogne à la voie ferrée de Bruxelles à Arlon ;

2° Même requête du Conseil communal de Morhet, même province ;

3° Même requête du Conseil communal de Nives, même province ;

4° Même requête du Conseil communal de Longvilly, même province ;

5° Même requête du Conseil communal de Wardin, même province ;

6° Même requête de plusieurs habitants de cette dernière commune.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 25. — Le sieur E. Vanhas, domicilié à Bruxelles, demande le rétablissement de l'ancien tarif des chemins de fer de l'État, pour les parcours à grande distance, et l'inauguration immédiate du nouveau barème pour les trajets de trente kilomètres et moins, avec billets de retour.

Conclusions du rapport. — Renvoi à la Commission des Travaux Publics.

M. le BARON VAN DELFT, 5° *Rapporteur*.

N° 26. — 1° Le sieur Vanden Bussche, colonel pensionné, demande que la position des officiers pensionnés soit améliorée en leur accordant momentanément une augmentation de 10 ou 15 p. c. du montant de leur pension ;

2° M. Callewaert, colonel, et M. Bissot, capitaine, officiers pensionnés de l'armée belge, demandent que, en attendant la révision de la loi sur les pensions militaires, le taux de ces pensions soit augmenté de 10 p. c.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

N° 27. — Plusieurs officiers pensionnés, combattants de 1830, demandent une augmentation de pension.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

N° 28. — Les membres de la Société royale de Rhétorique de Courtrai, dite Kruisbroeders, demandent que, dans les écoles régimentaires, l'enseignement soit donné en langue flamande aux miliciens flamands.

Conclusions du rapport. — Dépôt au bureau des renseignements.